

Lutte de classe

Renationalisation ou socialisation des moyens de production et de distribution ? Privatisation ou collectivisation de la terre ?

Renationalisation ou socialisation des moyens de production et de distribution, privatisation ou collectivisation de la terre ? Telle est la question que personne n'a osé poser.

Combat pour le socialisme et en finir avec le capitalisme ou combat pour un Etat bourgeois plus ou moins démocratique perpétuant le système économique capitaliste?

Réforme ou révolution ?

Ces questions sont intimement liées.

Nationalisation ou socialisation, simple tautologie, penseront certains, mais en réalité, est-ce vraiment la même chose ? Nous allons voir qu'il n'en est rien.

Qui dit renationalisation, dit passage d'une entreprise privée sous le contrôle de l'Etat.

Mais l'Etat doit être caractérisé à son tour, car il est au service exclusif d'une classe, de la classe dominante, de celle qui détient le pouvoir, c'est-à-dire, la bourgeoisie, il s'agit donc d'un Etat bourgeois, l'Etat au service du capital, des multinationales, de l'Union européenne et donc des fonds de pension anglo-saxon, tant qu'on ne l'aura pas renversé par une révolution sociale...

Qui contrôle l'Etat actuellement ? La classe dominante, la bourgeoisie, les banques, les patrons, les conseils d'administration au service des actionnaires.

La presque quasi-totalité des entreprises publiques ont été privatisées lors des deux dernières décennies. Les services publics dans leur totalité sont en voie de dépeçage ou ont déjà été liquidés pour être livrés à la concurrence du marché.

Donc, la nationalisation d'une entreprise n'offre aucune garantie du maintien de son statut d'entreprise publique dans le temps, elle peut être privatisé à tout moment. Cela vaut également pour le statut du personnel de ses entreprises que pour les services dont bénéficie la population.

A partir du moment où une entreprise demeure sous l'emprise de l'Etat bourgeois, la bourgeoisie peut profiter d'une conjoncture favorable pour décider à tout moment de la privatiser, c'est ce qui se passe depuis plus de 20 ans.

Les travailleurs n'ont, en dehors de leur mobilisation pour s'opposer à ce projet de privatisation, aucun moyen d'empêcher qu'il aille à son terme, nous avons suffisamment d'exemples sous les yeux aujourd'hui qui le prouve amplement. Le seul moyen dont ils disposent en réalité, c'est de prendre le pouvoir pour assurer eux-mêmes le contrôle des entreprises au profit de la majorité de la population, du prolétariat, au détriment de la minorité des exploités dont les pouvoirs économiques et politique sont réduits à néant.

La nationalisation, donc le contrôle par l'Etat d'une partie de la production et des services a été décidée par la bourgeoisie parce qu'elle correspondait à un moment donné à ses intérêts spécifiques de classe, elle s'inscrivait dans le cadre du développement du capitalisme, notamment au niveau des infrastructures et des services liés au besoin même de la production en général, le niveau d'instruction et d'hygiène du peuple en font partie Les nationalisations qui ont eu lieu à l'issue de la seconde guerre mondiale s'inscrivaient uniquement dans la perspective immédiate de la reconstruction de l'économie capitaliste.

Certains ont expliqué que les nationalisations avaient été réalisées sous la pression des masses, je ne suis pas sûr que cela soit tout à fait exact ou que cela soit la seule explication. En réalité, le rapport de force favorable au prolétariat en 1945, qui aurait pu ou dû déboucher sur la remise en cause de l'Etat bourgeois, fut l'occasion pour les réformistes et les stalinien de négocier leur reconnaissance et leur subordination à l'ordre établi, en échange d'avantages qui leur seront accordés, et de concessions au niveau social pour l'ensemble des travailleurs, d'où la création de la Sécurité sociale, par exemple. Dès le départ, qu'il s'agisse des nationalisations ou des concessions d'ordre sociale, elles ont été réalisées dans le cadre de la collaboration de classe des appareils des syndicats et des partis ouvriers. Il n'y a pas eu de mouvement révolutionnaire pour imposer la nationalisation de la SNCF ou la création de la Sécurité sociale.

Quant à l'explication selon laquelle la bourgeoisie et les appareils des organisations et des partis réformistes et stalinien seraient amenés à aller plus loin qu'ils ne le veulent dans certaines conditions, à consentir des concessions importantes qu'ils n'avaient pas l'intention de céder précédemment, c'est là encore une explication un peu courte, c'est ne pas voir plus loin que le bout de son nez, car elle ne prend en compte qu'une partie de la situation politique et sociale, que la situation du moment, oubliant de préciser que si ces concessions ne s'inscrivent pas immédiatement dans une perspective de remise en cause de l'ordre bourgeois, elles servent tout au plus de monnaie d'échange à la paix sociale indispensable au bon fonctionnement du capitalisme.

Passons sur l'argument qui consiste à dire que la bourgeoisie a dû faire d'importantes concessions pour ne pas tout perdre, car en l'absence d'un parti révolutionnaire, elle ne risquait pas grand chose au bout du compte, c'est une évidence qui est bafouée ou niée par tous les réformistes, mais que bon nombre de militants rabâchent comme des perroquets. Faut-il rappeler qu'à l'époque des nationalisations, après la seconde guerre mondiale, l'appareil stalinien du PCF était tout puissant et contrôlait la quasi totalité du mouvement ouvrier. Nos stalinien d'aujourd'hui sont des enfants de cœur à côté de ceux de cette époque qui étaient liés à l'appareil du PCUS, au KGB, la pourriture de la pire espèce.

A aucun moment les nationalisations n'ont eu un quelconque rapport avec le degré de démocratie de l'Etat bourgeois, dans le cas contraire, il faudrait admettre que la bourgeoisie, dans certaines situations, pourrait faire preuve d'une générosité gratuite envers le peuple, ce qui serait une vue de l'esprit ou une interprétation erronée, volontaire ou non, c'est une autre histoire.

La garantie d'emploi, la promotion interne et le régime des retraites seront les trois principaux avantages statutaires dont bénéficieront les travailleurs de la fonction publique, cela ne concernera pas les travailleurs des entreprises nationalisées. En échange de ces avantages, les salaires des fonctionnaires et des travailleurs des entreprises nationalisées demeureront toujours inférieurs à ceux des travailleurs du secteur public, dans la plupart des cas.

La différence de statut des travailleurs du secteur privé par rapport à celui des fonctionnaires aura aussi pour conséquence de maintenir divisé le prolétariat. Lors de la privatisation des entreprises nationalisées et de la liquidation des services publics, à aucun moment nous n'assisterons à une véritable prise de conscience de l'ensemble du prolétariat de la nécessité d'engager le combat pour les défendre. Qui se souvient encore des manifestations organisées contre la privatisation des assurances et des banques ? Personne et pour cause. De la même manière, la privatisation des PTT ou de la SNCF, par exemple, n'ont pas entraîné jusqu'à présent des manifestations d'opposition de millions de travailleurs.

Faut-il préciser que les nationalisations favorisent et renforcent le réformisme au détriment d'une solution révolutionnaire à l'existence du capitalisme. La majorité de travailleurs bien heureux de se retrouver sous un statut privilégié seraient tentés de s'en accommoder et de s'en suffire, remerciant au passage la classe dominante, la bourgeoisie, au lieu de la combattre. Les appareils y trouvent leur compte également comme c'est le cas aujourd'hui, raison de plus pour rejeter ce mot d'ordre de nationalisation, qui, au premier abord semble correcte, mais qui, après réflexion s'avère réactionnaire.

Après, il y en a qui s'étonne que l'idée qui consiste à remettre en cause l'existence du capitalisme soit si difficile à faire admettre aujourd'hui, alors qu'on a passé plus de 70 ans à s'en accommoder, à lui trouver des avantages sous la forme de concessions successives qu'il a dû finalement concéder. Ils ont cessé le combat à mi-chemin, ils se sont contentés d'améliorer les conditions de travail et

d'existence du prolétariat, en oubliant que rien n'était acquis définitivement et que l'essentiel restait à acquérir. C'est dans cette logique de subordination ou de compromis avec la bourgeoisie que s'inscrit le mot d'ordre de nationalisation.

Nos détracteurs diront : mais c'est déjà faire un pas en avant de nationaliser une entreprise. On serait en droit de le penser, sauf que ce pas en avant n'a jamais donné lieu à un second pas en avant, il n'y a jamais eu un second pas en avant, voilà justement où se situe le problème, ce qui confirme ce qui vient d'être dit précédemment. Dans le cas contraire, qu'on nous le prouve.

Il ne faut pas oublier ce qui distingue l'entreprise nationalisée, l'entreprise publique, des services publics. L'entreprise publique, assurance, banque, etc., a toujours fonctionné comme une entreprise privée, alors que les services publics ont pour fonction d'assurer un service égal à tous les citoyens sur tout le territoire et non la recherche du profit.

Lorsque le capitalisme était dans sa phase ascendante, pour assurer son développement, l'Etat était seul capable de mobiliser et de garantir les capitaux très importants nécessaires au développement des infrastructures du pays et à l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière. Ainsi, un certain nombre de secteurs de la production échappaient à la loi de la concurrence et du profit, ce qui n'est vrai qu'en partie seulement, puisque le financement de ses réalisations par l'emprunt d'Etat passait par les banques privées qui en profitaient pour s'enrichir au passage, on pourrait dire la même chose de la dette de l'Etat qui engraisse les banquiers sans le moindre risque.

On voit bien là, que le passage du secteur privé au secteur public, du propriétaire privé des moyens de production à l'Etat patron, en régime capitaliste, ne peut être assimilé à une sorte de socialisation des moyens de production au profit du prolétariat, puisque finalement ce processus sert avant tout les intérêts des capitalistes.

En régime socialiste, il en serait autrement, puisque ce serait la banque d'Etat sous le contrôle des travailleurs qui assurerait le financement des entreprises et des services publics. Les impôts et les recettes de l'Etat en général ne seraient plus détournés de leurs fonctions premières, ils ne seraient plus pillés sous la forme d'aides à coup de milliards au patronat, aux églises, ils ne seraient plus affectés aux dépenses d'armement, aux opérations militaires aux quatre coins du monde, ils ne seraient plus dilapidés dans les caisses noires et autres commissions occultes.

Dés lors que le capitalisme est entré dans sa phase descendante, non seulement il n'a plus besoin de développer les infrastructures du pays et de participer à l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat, mais face à l'impérieux besoin dans lequel il se trouve de trouver de nouvelles sources de profit, pour y parvenir il doit réintroduire ou étendre les notions de profit et de marché là où elles en avaient été extraites auparavant, partiellement ou en totalité, éducation, santé, transport, énergie, communication, protection sociale, logement, etc.

Le capitalisme impose aujourd'hui que la partie du capital qu'il consacre aux salaires des travailleurs soit la plus basse possible, mais comme il n'y parvient pas ou pas suffisamment du fait de la lutte des classes, il tente de la réintroduire intégralement dans le circuit commercial, ce qui entre en contradiction avec le maintien de l'école gratuite ou des soins gratuits, qui par définition ne génère aucun profit, par exemple.

Il serait peut-être plus exact de dire que les capitalistes doivent désormais impérativement contrôler l'ensemble de la production pour accroître ou maintenir leurs profits, ce qui s'avère contradictoire avec le maintien du contrôle par l'Etat de pans entiers de l'économie capitaliste. Bien entendu, cette tendance vient se heurter frontalement aux intérêts du prolétariat qui tente de résister à cette agression contre ses conquêtes sociales et démocratiques.

Le mot d'ordre de nationalisation a donc pour objectif de replacer provisoirement ces entreprises sous le contrôle de l'Etat bourgeois, mais en aucun cas sous le contrôle des travailleurs auxquels elles échappent. Il s'agit donc de pérenniser l'Etat bourgeois en lui faisant jouer le rôle de patron, comme par le passé, de lui redonner au passage une légitimité que les travailleurs lui contestent. Il s'agirait donc de revenir un demi-siècle en arrière sous couvert de retour à la démocratie sociale et politique, ce qui est inacceptable.

Le mot d'ordre de socialisation fixe un objectif concret, il replace au centre du combat la nécessité d'abattre le capitalisme pour pouvoir commencer à satisfaire les revendications les plus élémentaires du prolétariat. Si on ne désigne pas ou si on ne caractérise pas clairement l'objectif qu'on s'est fixé, on ne risque pas d'être compris et d'avancer.

Chavez nationalise au Venezuela, Morales nationalise en Bolivie, mais dans ces deux pays d'Amérique Latine, la bourgeoisie demeure au pouvoir. Faut-il soutenir leurs gouvernements bourgeois ou faut-il uniquement soutenir les mesures qu'ils prennent et qui constituent des avancées sociales limitées ?

Finalement, pour le compte de qui Chavez nationalise le pétrole au Venezuela, Morales, le gaz en Bolivie ? Certainement pas pour le compte des peuples vénézuéliens et boliviens qui n'en retireront que des miettes, de ce point de vue là, l'entrée en fanfare du Venezuela dans le Mercosul le 6 juillet 2006 ne laisse la place à aucun doute possible, il ne faut pas se leurrer.

Chavez, le chef de l'Etat et de l'armée roule pour le compte de la bourgeoisie vénézuélienne, Morales et son gouvernement de front populaire roule pour le compte de la bourgeoisie bolivienne.

Au Venezuela, comme en Bolivie : les nationalisations du pétrole et du gaz doivent se situer dans une perspective claire : Elles ne sont que les prémices d'un processus qui doit mener à terme à l'expropriation de tous les capitalistes et des principaux propriétaires terriens. Pour qu'elles profitent véritablement aux peuples de ces pays, ces nationalisations doivent s'inscrire dans la perspective immédiate et plus large de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, de la révolution prolétarienne, du socialisme, dans le cas contraire, les profits de ces nationalisations seront détournés et ne profiteront pas au prolétariat...

C'est la raison pour laquelle les travailleurs avec leurs organisations doivent prendre seuls et impérativement le contrôle de ces entreprises, en appelant tous les travailleurs à suivre leur exemple, à constituer leurs comités dans chaque usine ou entreprise, dans chaque ville et village, afin de se donner les moyens politique pour procéder à l'expropriation des patrons et prendre le contrôle de la totalité de la production et de la distribution. C'est uniquement sur cette base politique que les peuples vénézuéliens et boliviens pourront avancer vers la constitution de leur propre organe de représentation politique, l'Assemblée constituante souveraine ou le comité national des délégués élus des entreprises et des communes, afin de se transformer en classe dominant, en prenant tout le pouvoir, c'est ainsi seulement qu'ils pourront prendre en main leur destin.

Il existe aujourd'hui une occasion historique exceptionnelle pour construire le parti de l'Internationale ouvrière indispensable à la réalisation du programme de la révolution prolétarienne au Venezuela et en Bolivie. Serons-nous capable de la saisir ? Sans quoi... vous connaissez la suite.

Par ailleurs, à l'heure où l'interpénétration des économies capitalistes est largement avancée à l'échelle mondiale, les peuples vénézuéliens et boliviens n'ont pas d'autre alternative que d'en appeler à la solidarité des travailleurs et des organisations ouvrières de tous les pays, en les invitant à suivre leur exemple à s'appuyer et à s'inspirer de leur expérience pour en finir dans chaque pays, à l'échelle mondiale, avec le capitalisme, afin d'avancer ensemble sur la voie du socialisme, de la république universelle des conseils ouvriers.

J'ai pris l'exemple de la question de la nationalisation du gaz en Bolivie, mais j'aurais pu prendre aussi celle de la distribution de la terre qui est encore plus frappante.

Cette mesure va contribuer à augmenter le nombre de propriétaires privées terriens au détriment de la propriété collective de la terre. Peut-on s'en réjouir ? Elle va ainsi renforcer l'individualisme des paysans transformés en petits propriétaires terriens, qui, privés de trésorerie ou de moyens financiers pour investir, vont se retrouver rapidement dans la précarité et la misère, il ne leur restera plus qu'à vendre leur terrain pour tenter leur chance en ville, sans parler qu'ils auront trimé entre temps comme des esclaves pour tenter de sauvegarder leur lopin de terre, pour le plus grand profit de ceux qui leur achèteront leur production et qui profiteront de l'occasion pour les pressuriser un peu plus.

Le gouvernement Morales a donc décidé de créer de toutes pièces une nouvelle catégorie de propriétaires terriens, et voilà que tous nos révolutionnaires applaudissent en cœur, sans réfléchir un seul instant aux conséquences à court terme d'une telle mesure. Il s'agit pour le gouvernement Morales de conforter le sentiment de ces milliers de paysans d'appartenir dorénavant à une classe de

privilegiés, de patrons, autant de paysans qui ne revendiqueront pas la nationalisation, la socialisation ou la collectivisation de quoi que ce soit en Bolivie, logique, non, puisqu'ils ont été servis ? C'est bien joué, il fallait y penser.

Il faut également préciser que pour le moment, Morales n'a pas encore commencé à exproprier les latifundia, il distribue la terre qui appartient à l'Etat bolivien, donc il fait exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire, il privatise la terre !

Sans polémiquer inutilement, ceux qui se font les supporters inconditionnels de cette mesure, offrent le spectacle navrant de leur propre débâcle politique. Il s'agissait d'un piège et ils sont tombés dedans, voilà tout.

Je ne me suis pas trop attardé sur la question de la nationalisation du gaz en Bolivie, parce que je ne connais pas exactement la position de la majorité des travailleurs boliviens sur cette question, cependant, je ne suis pas naïf au point de croire tout ce que je lis, excusez-moi. Je voudrais bien savoir d'où vient cette revendication et comment elle est devenue une question nationale. Cette question ne m'est pas venue à l'esprit par hasard. Je me la suis posée, parce qu'en Inde où je vis (depuis 10 ans), du fait de la corruption généralisée, en dehors des fonctionnaires eux-mêmes, vous ne trouvez pas un Indien pour soutenir les entreprises et les services publics. Pour comprendre pourquoi, quelques exemples, mon témoignage personnel.

Pour vous donner un exemple qui date d'hier matin, je suis allé dans un bureau dépendant de la municipalité « VAO » Village administration organisation en anglais, pour réclamer un papier pour ma voisine qui est analphabète, il s'agissait d'une sorte de certificat de domicile. Il m'a fallu palabrer avec deux fonctionnaires qui m'ont évidemment réclamé un document que je n'avais pas en ma possession. Finalement, ils ont accédé à ma demande, le soi-disant document manquant n'était plus un problème. Avant de partir une fois le certificat en main, ils m'ont demandé 100 roupies à titre de bakchich, devant d'autres Indiens qui étaient présents. Les électriciens du *Tamil Nadu electricy board* sont ensuite venus brancher les fils au poteau électrique. Bien entendu, ils ont expliqué à ma voisine qu'il y avait un problème, qu'un soi-disant branchement était incorrect. Avant de partir, ils lui ont réclamé un bakchich, alors qu'ils savent très bien qu'elle est très pauvre, veuve avec trois enfants, ils vivent dans une seule pièce de 10 mètres carrés.

Chaque fois que vous avez à faire avec les services publics, c'est un véritable casse-tête, les deux frères de ma voisine ont refusé de l'aider à cause de cela, on va vous expliquer qu'il y a un problème quelque part, alors qu'il n'en est rien, c'est juste un prétexte, une façon de vous dire : on va accéder malgré tout à votre demande, mais de votre côté, faites un effort, donnez-nous un bakchich, c'est le moyen de le justifier en quelque sorte. Les Indiens en règle général haïssent littéralement les fonctionnaires. Bien que je m'efforce de leur expliquer que le gouvernement fait tout pour les mettre en difficulté, sous-effectifs, pas de formation adaptée, salaire souvent très bas, la plupart des Indiens n'en démordent pas, il faut leur expliquer les problèmes que vous avez rencontrés avec des entreprises privées pour qu'ils commencent à réfléchir. En Inde, le gouvernement peut privatiser ce qu'il veut, en dehors des fonctionnaires, il sait très bien que la population ne bougera pas le petit doigt pour les soutenir. Lors d'une grève des électriciens en 1997 qui s'était traduite par une coupure de courant de plusieurs jours, alors qu'il faisait 40°C, la population s'est armée de machettes et d'objets divers pour aller attaquer le bureau d'électricité et faire la peau des fonctionnaire en grève. Il y eut un début d'émeute et des affrontements violents avec la police. Quelques heures plus tard le courant était revenu.

Il y a six ans, pour obtenir l'électricité, j'ai dû faire appel au député du coin qui s'est occupé de tout. Je n'avais pas le choix, on m'avait expliqué que si j'effectuais les démarches dans les règles, je pourrais attendre des semaines, voir des mois et que cela me coûterait un maximum.

En repensant à ce qui se passe au Venezuela et en Bolivie, je me dis qu'en Inde, il suffirait qu'un parti puissant mène une campagne similaire à celle de Chavez ou de Morales, pour que des dizaines de millions d'Indiens le suivent. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute, puisque la population peut être manipulée tout aussi facilement, voir davantage encore.

La corruption est généralisée sur l'ensemble du continent asiatique, comme sur l'ensemble du continent africain, du simple fonctionnaire jusqu'au Premier ministre.

La situation est-elle différente en Amérique Latine et en Bolivie en particulier ? On peut se poser la question. Si la corruption y est développée dans les mêmes proportions, la revendication de la

nationalisation du pétrole au Venezuela, du gaz en Bolivie ne viendrait donc pas directement du peuple, mais des forces pour lesquelles roulent en dernier ressort Chavez et Morales, qui se serviraient du peuple comme moyen de pression contre ceux qui soutiennent les intérêts de l'impérialisme américain, britannique et français.

Nous serions alors peut-être face à un scénario qui ressemblerait à la situation cubaine, où Castro s'oppose à l'impérialisme américain sans pour autant défendre les intérêts du peuple cubain, il défend avant tout les intérêts de son parti au pouvoir et de sa propre caste de bureaucrates.

En résumé : il ne serait évidemment pas sérieux d'attendre ou d'exiger de la bourgeoisie qu'au-delà de la nationalisation d'une entreprise, elle accorde aux travailleurs qu'ils assument le contrôle de la production et de la distribution des marchandises produites, le contrôle total.

Donc, pour ne pas sombrer dans le réformisme, ce mot d'ordre doit nécessairement être accompagné de cette exigence, en le plaçant impérativement dans la perspective immédiate et plus large de la nationalisation, ou pour le coup, de la socialisation, de toutes les entreprises de plus de 100 salariés, par exemple, en y associant la nécessité de rétablir la totalité des services publics qui ont été liquidés durant les 25 dernières années, ce qui permet de relier ce mot d'ordre de nationalisation à notre combat pour en finir avec le capitalisme, pour le socialisme.